

IPSEÏTE

AVOCAT

IPSEÏTE AVOCAT

A. LAMBERT AVOCAT
SELARL inscrite au Barreau de Saintes

5 rue Pierre et Marie Curie
17100 SAINTES

SCI LA ROLANDIERE
Société Civile Immobilière

Au capital de 1 500 €

Siège social :

59 rue des Artilleurs

17810 NIEUL-LES-SAINTES
RCS SAINTES 799 569 058

Aux termes d'une l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 14 octobre 2025, il a été décidé de transférer le siège social du 59 rue des Artilleurs, 17810 NIEUL-LES-SAINTES au 15 rue Port Larousselle, 17100 SAINTES, et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts. Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de SAINTES.

Pour avis,
La Gérante.

SAS

NOT ATLANTIQUE

Notaires associés

SE-MARTIN DE RE

Charente-Meritime

1 pl. de la République

SCI EN VUE DU PORT
Forme : Société Civile Immobilière

Capital social : 1 000 €

Siège social :

LA ROCHELLE (17000)

8 rue Pasteur
RCS LA ROCHELLE 920 559 937

Aux termes d'une délibération en date du 12 septembre 2025, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société SCI EN VUE DU PORT a pris acte du départ de M^{me} Brigitte BRUNETIERE en sa qualité de cogérante. M. Henry BRUNETIERE reste seul gérant. Mention sera portée au RCS de LA ROCHELLE.

Pour avis,
Le Notaire.



SELARL RIVIERE
ET ASSOCIES

Notaires

Suivant acte reçu par Me Virginie DUPRAT, notaire à Tonnamy-Charente, le 20 juin 2025, la collectivité des associés de la SCI PICHEL, société civile au capital de 128 057,17 €, immatriculée au RCS de La Rochelle sous le n° 423 112 994, a :

- Pris acte de la démission de M^{me} Françoise ROCHÉ (née BITTERSÖHL) de ses fonctions de co-gérante.

- Décidé de transférer le siège social fixé à MORAGNE (17430), Les Pièces du Château, pour le porter à MONTAUBAN (82000), 1000 chemin du Carroyat. Mention sera faite au RCS de Montauban.

Pour avis,
Virginie DUPRAT.



VOTRE CONFIANCE
NOTRE EXPERTISE

SCI PROCHE MENNARD

34 rue Victor Hugo

17320 MARENNES HIERS BROUAGE

RCS LA ROCHELLE 811 958 735

AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION

Par AGE du 15/07/2025, à effet du même jour, les associés ont approuvé les comptes de liquidation. M. Christian JARNAN et M^{me} Nadine JARNAN se sont déchargés de leur mandat de liquidateur et a prononcé la clôture des opérations de liquidation. Le dépôt des actes et pièces sera effectué au RCS de LA ROCHELLE.

MAIRIE DE ROYAN
ERRATUM

Concernant « l'avis d'ENQUETE PUBLIQUE sur la modification n° 1 du règlement de l'aire de mise en valeur - AVAP de Royan », paru dans notre édition du 24/10, il fallait lire : **Vendredi 05 décembre 2025 de 9h à 12h et non Vendredi 5 décembre 2025 de 9h à 17h.**

AVIS D'INSTAURATION
DU DROIT DE PRÉEMPTION
URBAIN (DPP)

Par délibération du CC N° 241125-A6 du 25 novembre 2024, le Conseil communautaire a décidé d'accepter la délégation de l'exercice du droit de préemption urbain par la commune de CORNE-ÉCLUSE sur une partie de son territoire communal correspondant à l'emprise de la ZAE LES FADETS inscrite en zone UX/Aux de son plan local d'urbanisme approuvé le 28 novembre 2013. Un exemplaire de la délibération est affiché au siège de la Communauté d'Agglomération de Royan Atlantique (et disponible sur son site Internet) et à la mairie de CORNE-ÉCLUSE, pendant 1 mois, du 31 octobre au 1^{er} décembre.

AVIS D'INSTAURATION
DU DROIT DE PRÉEMPTION
URBAIN (DPP)

Par délibération du CC N° 241125-A5 du 25 novembre 2024, le Conseil communautaire a décidé d'accepter la délégation de l'exercice du droit de préemption urbain par la commune de VAUX-SUR-MER sur une partie de son territoire communal correspondant à l'emprise de la ZAE VAL LUMIERE 1 ET 2 inscrite en zone UE du plan local d'urbanisme approuvé le 3 mars 2020. Un exemplaire de la délibération est affiché au siège de la Communauté d'Agglomération de Royan Atlantique (et disponible sur son site Internet) et à la mairie de VAUX-SUR-MER, pendant 1 mois, du 31 octobre au 1^{er} décembre.

AVIS D'INSTAURATION
DU DROIT DE PRÉEMPTION
URBAIN (DPP)

Par délibération du CC N° 241022-A12 du 22 octobre 2024, le Conseil communautaire a décidé d'accepter la délégation de l'exercice du droit de préemption urbain par la commune de SEMUSSAC sur une partie de son territoire communal correspondant à l'emprise de la ZAE LE PRÉ CHARDON inscrite en zone UXa du plan local d'urbanisme approuvé le 20 décembre 2017. Un exemplaire de la délibération est affiché au siège de la Communauté d'Agglomération de Royan Atlantique (et disponible sur son site Internet) et à la mairie de SEMUSSAC, pendant 1 mois, du 31 octobre au 1^{er} décembre.



Me Patricia RACAUD
Notaire
à Tonnamy-Charente
Fonde RIVIERE
ET ASSOCIES

AVIS DE DÉPÔT DE TESTAMENT

Par testament olographe en date du 3 février 2025,
M^{me} Marise Alice Eva FÉVRIER, née à ROYAN, le 16 février 1963, demeurant à ROCHEFORT (17300), 24 rue des Moutiers, célibataire,

Décédée à ROCHEFORT, le 05 septembre 2025,

A institué un ou plusieurs légataires universels. Ce testament a été déposé au rang des minutes de Me Patricia RACAUD, suivant procès-verbal en date du 28 octobre 2025, dont une copie authentique est adressée au tribunal judiciaire de LA ROCHELLE.

Les oppositions sont à former en l'étude de Me Patricia RACAUD, notaire à TONNAY-CHARENTE (17430), 30 avenue d'Aunis, notaire chargé du règlement de la succession.

Pour avis,
Le Notaire.

AVIS D'INSTAURATION
DU DROIT DE PRÉEMPTION
URBAIN (DPP)

Par délibération du CC N° 241125-A7 du 25 novembre 2024, le Conseil communautaire a décidé d'accepter la délégation de l'exercice du droit de préemption urbain par la commune de SABLONCEAUX sur une partie de son territoire communal correspondant à l'emprise de la ZAE GÂTE-BIEN inscrite en zone UX/ALUX/ALUX du plan local d'urbanisme approuvé le 12 février 2008. Un exemplaire de la délibération est affiché au siège de la Communauté d'Agglomération de Royan Atlantique (et disponible sur son site Internet) et à la mairie de SABLONCEAUX, pendant 1 mois, du 31 octobre au 1^{er} décembre.

AVIS D'INSTAURATION
DU DROIT DE PRÉEMPTION
URBAIN (DPP)

Par délibération du CC N° 241022-A13 du 22 octobre 2024, le Conseil communautaire a décidé d'accepter la délégation de l'exercice du droit de préemption urbain par la commune de ARVERT sur une partie de son territoire communal correspondant à l'emprise de la ZAE LES JUSTICES 1 ET 2 inscrite en zone UX/ALUX du plan local d'urbanisme approuvé le 14 décembre 2006. Un exemplaire de la délibération est affiché au siège de la Communauté d'Agglomération de Royan Atlantique (et disponible sur son site Internet) et à la mairie de ARVERT, pendant 1 mois, du 31 octobre au 1^{er} décembre.

COMMUNE DE SABLONCEAUX

Enquête publique sur le projet de révision générale du Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté n° 26/2025 en date du 29/10/2025,

Le Maire de SABLONCEAUX a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur un projet de révision générale du Plan Local d'Urbanisme.

A cet effet, M. Jacques BOISSIERE, domicilié 6 rue Rambaud, 17000 LA ROCHELLE, a été désigné par le Président du Tribunal Administratif de Poitiers comme commissaire enquêteur et M^{me} Mylène MAZZOCCO en qualité de commissaire enquêteur suppléante.

L'enquête se déroulera à la mairie du Lundi 17 novembre 2025 à 14h au Mercredi 17 décembre 2025 à 12h aux jours et heures d'ouverture de la mairie : les lundis de 14h à 17h, les mardis, jeudis et vendredis de 13h30 à 17h ainsi que les mercredis de 9h à 12h.

Le Commissaire enquêteur recevra en mairie les :

- Mercredi 19 novembre 2025 de 9h à 12h, - Jeudi 04 décembre 2025 de 14h à 17h, - Mercredi 17 décembre de 9h à 12h.

Pendant la durée de l'enquête, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations sur le registre d'enquête déposé en mairie, ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de SABLONCEAUX, 100 rue de la Marité, 17600 SABLONCEAUX.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pourront être consultés à la mairie à l'issue de l'enquête.

Le Maire,
Lysiane GOUGNON.

BI-KINI
SARL au capital de 10100 €
Siège social :
5 rue du Gal de Gaulle
17630 La Flotte
RCS La Rochelle 480 374 693

Aux termes de l'AGE en date du 31/12/2024, les associés ont approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, M^{me} TEISSIER-PROUX Julie, demeurant 5 chemin des Grandes Garennes, 17740 Ste-Marie-de-Ré pour sa gestion et l'ont déchargé de son mandat, et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du même jour. Les comptes de clôture seront déposés au greffe du tribunal de commerce de La Rochelle. Radiation au RCS de La Rochelle.



FERNANDES KOOB

SCP FERNANDES KOOB
37 avenue du Docteur Diéras - BP 10328
17313 ROCHEFORT Cédex

18 boulevard Gaillier Maillet - 17100 SAINTES
Tél : 05.46.82.34.00 - Courriel : cabine@fernandeskoob-avocats.fr
Société d'Avocats Inter-Barreaux - RCS LA ROCHELLE 409 526 035

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

D'UNE MAISON D'HABITATION

sise 12 rue Louis Hébrard - 17300 ROCHEFORT

MISE À PRIX..... 130 000 €

EN UN SEUL LOT DE VENTE
Avec possibilité de baisse d'un quart en cas de défaut d'enchères

MERCREDI 3 DECEMBRE 2025 À 9H30

Au Tribunal Judiciaire de LA ROCHELLE (17) - Palais de Justice - 10 rue du Palais

VENTE EN UN SEUL LOT

COMMUNE DE ROCHEFORT (17) :

Une maison d'habitation sise 12 rue Louis Hébrard, éditée sur une parcelle cadastrée section AR n° 29 pour une contenance de 4 ares et 15 centiares.

Il s'agit d'une maison de style architectural des années 60/70, d'une surface d'environ 184 m², rattachée au tout-à-l'égout. Elle est mitoyenne au Sud, dispose d'une place de stationnement sur l'avant et d'un jardin sur l'arrière. Un cabanon est édifié au fond de la parcelle. L'étagé, indépendant du rez-de-chaussée, est occupé par l'un des propriétaires indivis.

Le cahier des conditions de la vente peut être consulté au Greffe du Tribunal Judiciaire de LA ROCHELLE (17), au siège social du Cabinet de l'Avocat poursuivant ci-dessus désigné, ou sur le site internet : www.fernandeskoob-avocats.fr - rubrique Ventes aux Enchères.

Visite sur place par la SAS TERRIEN-ROUX-ANCAUX

Commissaires de Justice à ROCHEFORT : le 7 Novembre 2025 à 14h

COMMUNE DE FOURSAS
DU PLAN LOCAL D'URBANISME

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté n° AR 2025638 en date du 03 octobre 2025, le Maire de la commune de Foursas a prescrit l'ouverture d'une enquête publique relative à la déclaration de projet d'emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme concernant le projet de construction d'un complexe hôtelier en lieu et place du centre d'hébergement, de la maison des associations et des espaces contigus. L'enquête publique se déroulera pendant une durée de 32 jours consécutifs du :

LUNDI 27 OCTOBRE 2025 À 9H AU JEUDI 27 NOVEMBRE 2025 À 17H.

À cet effet, M. Gilles DEPRESLE, a été désigné en qualité de Commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Poitiers.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, les pièces du dossier de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, ainsi qu'un registre d'enquête à feuilles non mobiles, côté et paraphé par M. le Commissaire enquêteur, seront consultables à la mairie de Foursas, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier complet pourra également être consulté sur le registre dématérialisé suivant : <https://www.registredemat.fr/declaration-de-projet-foursas>

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et adresser ses observations écrites au Commissaire enquêteur :

- Soit en les consignait sur le registre d'enquête papier disponible en mairie ;

- Soit sur le registre dématérialisé dédié à l'adresse suivante : <https://www.registredemat.fr/declaration-de-projet-foursas>

- Soit par voie postale, à l'adresse suivante : Mairie de Foursas - Place Lenoir - 17450 FOURSAS ;

- Soit par voie électronique à l'adresse suivante : declaration-de-projet-foursas@registredemat.fr

Toute personne pourra, sur demande écrite et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la mairie de Foursas pendant toute la durée de l'enquête. M. le Commissaire enquêteur assurera des permanences en mairie de Foursas les jeudi 30 octobre 2025 et vendredi 21 novembre 2025 de 14h à 17h.

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié dans deux journaux diffusés dans le département au moins quinze jours avant le début de l'enquête, puis rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci. Cet avis sera également affiché quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, à la mairie et sur les panneaux habituels d'affichage répartis sur l'ensemble du territoire communal.

A l'expiration du délai de l'enquête, le registre sera clos et signé par le Commissaire enquêteur qui disposera d'un délai de trente jours pour transmettre au maire de la commune de Foursas son rapport ainsi que ses conclusions motivées.

Au terme de l'enquête publique, après étude des demandes formulées lors de celle-ci, des avis des personnes publiques associées et du Commissaire enquêteur, le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme pourra le cas échéant être modifié et approuvé par le Conseil Municipal de la commune de Foursas.

Le rapport et les conclusions motivées du Commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture, pendant un an à compter de leur réception, et seront également publiés sur le site internet : <https://www.registredemat.fr/declaration-de-projet-foursas>

Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre Ier de la loi du 17 juillet 1978.